



Acte mis en ligne le : 04/05/2026

Accusé de réception en préfecture
044-214401093-20260504-2026SRC28-AI
Date de télétransmission : 04/05/2026
Date de réception préfecture : 04/05/2026

INTERDICTION D'ACCÈS
13 rue Buffon
À Nantes

MESURES DE POLICE

La Maire de la Ville de Nantes,

Vu les articles L 2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant les constatations faites le 03 mai 2026 par le Directeur Général de Permanence de la Ville de Nantes et l'Unité de Sauvetage Appui et Recherche du SDIS44, suite à l'effondrement du plafond de l'appartement situé au 2^{ème} étage de l'immeuble 13 rue Buffon à Nantes,

Considérant les constatations faites le 04 mai 2026 par un agent du service Risques et Crises de la Ville de Nantes d'un risque d'aggravation de l'effondrement de plafond au 13 rue Buffon à Nantes,

Considérant de ce fait, le risque pour la sécurité publique,

Sur la proposition du Directeur Général des Services de la Ville,

ARRÊTE

Article 1 - A compter de ce jour et jusqu'à l'achèvement des mesures propres à garantir la sécurité des accédants, lesquelles devront être attestées par un homme de l'art, **l'accès à l'immeuble situé au 13 rue Buffon à Nantes, incluant logements et commerce, est interdit.**

Article 2 - Par dérogation à l'article 1er du présent arrêté, l'accès à l'immeuble susvisé est autorisé à tous professionnels experts, équipés de protection individuelle, mandatés par les parties intéressées.

Article 3 - Le présent arrêté sera notifié au syndic en charge de sa diffusion auprès des propriétaires et occupants.

Article 4 - Le présent arrêté sera affiché sur place et fera l'objet d'une publication sous forme électronique sur le site internet metropole.nantes.fr

Article 5 - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Nantes, le 4 mai 2026

Denis TALLÉDEC

L'Adjoint délégué,
Pour Madame la Maire

Pour Madame la Maire, l'Adjoint délégué certifie le caractère exécutoire du présent arrêté, qui a été transmis en préfecture le 4 mai 2026

Le destinataire de cet acte administratif, qui désire contester la décision, peut saisir le Tribunal Administratif de Nantes d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification de celle-ci. Il peut également saisir le Maire d'un recours gracieux. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité municipale vaut rejet implicite. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Tout document émanant ou traité par la Mairie de Nantes fait l'objet d'un enregistrement sur support informatique à l'usage exclusif de la Mairie de Nantes et de ses partenaires pour l'accomplissement de ses missions. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'interrogation d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes relativement à l'ensemble des données vous concernant, qui s'exercent par mail à dgd@nantesmetropole.fr ou par voie postale à l'adresse suivante : Direction risques et protection des populations - Nantes Métropole/Ville de Nantes, 2 rue de l'Hôtel de Ville, 44094 Nantes cedex 1 accompagné d'une copie d'un titre d'identité.

2026SRC28